



HAL
open science

CINQUANTE ANS DE LUTTE POUR LE POUVOIR LOCAL A LAURE-MINERVOIS

Monique Barrue-Pastor

► **To cite this version:**

Monique Barrue-Pastor. CINQUANTE ANS DE LUTTE POUR LE POUVOIR LOCAL A LAURE-MINERVOIS : Processus d'intégration et capacité de résistance d'une collectivité viticole . Pouvoirs dans la commune, pouvoirs sur la commune, Association des Ruralistes Français, Jun 1983, Montpellier, France. halshs-01274275

HAL Id: halshs-01274275

<https://shs.hal.science/halshs-01274275>

Submitted on 15 Feb 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CINQUANTE ANS DE LUTTE POUR LE POUVOIR LOCAL

A LAURE MINERVOIS

Processus d'intégration et capacité de résistance d'une collectivité viticole¹

Monique Barrué-Pastor²

Mots-clés : Pouvoir, collectivité locale, municipalité, viticulture, société rurale, économie, sociologie, politique, rapports sociaux, conflits, intégration, résistance.

Résumé : Bilan de cinquante ans de luttes pour le pouvoir local dans une commune viticole du Minervois dans l'Aude. L'hétérogénéité sociale, économique et idéologique de cette commune, sécrète des stratégies et des conflits qui se développent contradictoirement selon les catégories sociales et les périodes historiques et qui médiatisent au plan local les processus globaux. Le mouvement dialectique d'intégration et de résistance au changement ne se limite pas à des critères d'intériorité et d'extériorité.

La question du pouvoir communal est au coeur du débat. C'est un excellent moyen pour appréhender le fonctionnement de la collectivité locale et la logique d'évolution des rapports sociaux, particulièrement mis en évidence lors des consultations électorales³.

L'étude présentée ici fait le bilan de cinquante ans de luttes pour le pouvoir local dans une commune viticole du Minervois dans l'Aude.

Laure Minervois est depuis près d'un siècle intégrée aux mécanismes nationaux et in marché. Certes, on reconnaît dans l'évolution de cette société rurale la logique puissante et irréversible du processus d'intégration à la société globale ; mais vouloir rendre compte de la complexité du mouvement social ne saurait se limiter à ce schéma réducteur qui ignore ou du moins sous-estime les spécificités et les contradictions locales.

L'hétérogénéité sociale, économique et idéologique de Laure sécrète des stratégies et des conflits intenses qui se développent contradictoirement selon les catégories sociales et les

¹ Communication présentée au colloque de l'Association des Ruralistes Français à Montpellier en 1983: "Pouvoirs dans la commune, pouvoirs sur la commune" par Monique Barrué-Pastor.

² Monique Barrué-Pastor², Chargée de recherches, CIMA-URA 366, CNRS-UTM, Toulouse.

³ Le texte que nous présentons ici est la synthèse de plusieurs recherches menées dans cette commune, par l'auteur, depuis dix ans. La première est une analyse socio-économique de la crise viticole dans le cadre d'une thèse: "*Viticulteurs en crise à Laure Minervois*" Ed. CNRS, 1981,367p.

Elle a été suivie et complétée par des études à caractère plus socio-politique, menées dans le cadre de l'ATP "Observation du changement social" avec une équipe de sociologues, dans une démarche comparative portant sur quatre communes du Sud-Ouest, centrée sur les modes de vie.

-Enquêtes sur la vie politique et les élections municipales (1940-1983):

Monique Barrué-Pastor: "Laure -Minervois: hégémonie socialiste et crise latente" in "*Les élections municipales de mars 1977 dans cinq communes rurales*" ouvrage collectif, Ed. Université de Toulouse-le-Mirail, 1977, 181p.

-Enquête sur la vie associative en 1979.

-Enquête sur les modes de vie: rapport pour l'ATP:"*Agriculteurs du Sud-Ouest: modes de vie, stratégies individuelles et rapports sociaux localisés*" par R.Bages, M. Barrué-Pastor,ML. Broueilh, G. Deiller, A.Rieux, JY.Nevers,Toulouse, Décembre 1980, 380p.

périodes historiques et qui médiatisent au plan local les processus globaux. Ainsi, le mouvement dialectique d'intégration et de résistance au changement ne se limite pas à des critères d'intériorité et d'extériorité.

La question du pouvoir communal est au coeur du débat. C'est un excellent moyen pour appréhender le fonctionnement intense de la collectivité locale et la logique d'évolution des rapports sociaux, particulièrement mis en évidence dans les conflits et les consultations électorales⁴.

Les bases de la vie collective à Laure Minervois

Les bases de la vie collective à Laure Minervois sont relativement simples : un habitat groupé et compact (1040 habitants en 1982), des équipements collectifs et sociaux très importants qui lui confèrent une certaine « urbanité », une configuration de rapports sociaux entièrement organisés par les structures et les problèmes de la monoculture de la vigne (commune dans la plupart des villages de la région), telles sont les bases de la vie collective à Laure Minervois. À l'écart des grands axes de communication du département, cette commune est encore peu touchée par le tourisme qui se développe dans l'arrière-pays languedocien.

Laure est un gros bourg très « urbanisé » qui regroupe l'essentiel des services nécessaires à la vie quotidienne des familles de la commune. Il compte un groupe important d'artisans (14), et de commerçants (10) lesquels doivent cependant compter avec la concurrence de nombreux commerçants forains et surtout les supermarchés de Carcassonne, à 18 km de là. Les habitants disposent également d'un bureau de poste, d'un groupe scolaire neuf (construit en 1965) qui comporte cinq classes et accueille 116 enfants. En 1978, la fermeture d'une classe a été évitée grâce à l'installation dans un nouveau lotissement HLM de plusieurs familles de harkis qui souhaitaient quitter leur " camp " dans la Montagne Noire. Le bureau du Crédit agricole ouvre ses portes une fois par semaine. Un médecin, devenu gros propriétaire viticulteur, y est installé de longue date, ainsi qu'une pharmacie, et plus récemment un cabinet dentaire (ouvert deux jours par semaine). Ces équipements et services collectifs sont complétés par la tenue d'un marché régulier sous les anciennes halles qui servent aussi de piste de dance pour les fêtes en hiver. Une "grange -foyer "communale accueille depuis peu, tous les rassemblements importants et sert de gymnase pour les équipes de volley et de basket. La bibliothèque municipale vient d'être réinstallée dans de nouveaux locaux, et les anciens bains-douche ont été reconvertis en club du 3^e âge. Le terrain de boule a été rénové et dispose d'un éclairage pour les jeux nocturnes, ainsi que le terrain de football. Le centre de secours des sapeurs-pompiers a lui aussi été réinstallé dans un bâtiment neuf et la municipalité est en train d'aménager un terrain de camping.

⁴ Le texte que nous présentons ici est la synthèse de plusieurs recherches menées dans cette commune, par l'auteur, depuis dix ans. La première est une analyse socio-économique de la crise viticole dans le cadre d'une thèse: "*Viticulteurs en crise à Laure Minervois*" Ed. CNRS, 1981,367p.

Elle a été suivie et complétée par des études à caractère plus socio-politique, menées dans le cadre de l'ATP " Observation du changement social" avec une équipe de sociologues, dans une démarche comparative portant sur quatre communes du Sud-Ouest, centrée sur les modes de vie.

-Enquêtes sur la vie politique et les élections municipales (1940-1983):

Monique Barrué-Pastor: "Laure -Minervois: hégémonie socialiste et crise latente" in "*Les élections municipales de mars 1977 dans cinq communes rurales*" ouvrage collectif, Ed. Université de Toulouse-le-Mirail, 1977, 181p.

-Enquête sur la vie associative en 1979.

-Enquête sur les modes de vie: rapport pour l'ATP:"*Agriculteurs du Sud-Ouest: modes de vie, stratégies individuelles et rapports sociaux localisés*" par R.Bages, M. Barrué-Pastor,ML. Broueilh, G. Deiller, A.Rieux, JY.Nevers,Toulouse, Décembre 1980, 380p.

Le village concentre 90 % de la population communale. Son histoire démographique reflète l'histoire du vignoble du Minervois. Le vieillissement de la population active agricole (58 % des chefs d'exploitation ont plus de 50 ans), l'augmentation du nombre des retraités, des demandeurs d'emploi, la diminution du nombre des artisans... sont autant de révélateurs des difficultés que connaît la viticulture malgré une capacité de résistance plus grande que dans d'autres secteurs de l'agriculture. L'exode agricole se développe, mais sans compromettre la dynamique villageoise, car il est en partie compensé par l'installation de nouveaux arrivants travaillant dans les villes avoisinantes. La vigueur de la sociabilité villageoise tout comme la défense commune de la viticulture confère au milieu local une apparente homogénéité. Toute la vie collective de Laure est dominée par la viticulture qui fait vivre, directement ou indirectement, la quasi-totalité de la population. Rares sont les familles qui n'ont pas quelques arpents de vigne. En 1977, on comptait dans la commune 253 propriétaires dont 69 % possédaient moins de 5hectares de vigne, 23 % de 5 à 20 ha, et 8 % plus de 20ha. Ceux-ci se divisent en deux groupes nettement différenciés : 92 % des propriétaires sont coopérateurs ; 8 % seulement vinifient en cave particulière, mais accaparent 44 % des superficies cultivées en vigne. Le nombre des familles qui tirent leurs revenus uniquement de la vigne, est en fait beaucoup plus réduit que ne le laissent supposer ces chiffres, il concerne 80 exploitations, et 32 % seulement des propriétaires récoltants sont de "pur" actifs agricoles, 30 % vivent principalement d'un revenu non agricole. Il s'agit des artisans, des commerçants et des émigrés héritiers de quelques parcelles confiées à des membres de la famille restés au pays ou à des métayers (par accord verbal, tenu le plus souvent dans le secret). Mais aussi des retraités, qui représentent 38 % des propriétaires récoltants. D'où l'extrême complexité des rapports sociaux qui unissent les familles entre elles et les individus à la terre.

Seule une analyse précise des structures foncières et de l'emploi de main d'œuvre dans les exploitations, permet d'identifier les différenciations internes du milieu viticole. A cet égard, on constate que 28% seulement des exploitations réelles emploient une main d'œuvre salariée; parmi celles-ci seuls les grands domaines, qui possèdent plus de 40ha de vignes, fonctionnent comme de véritables entreprises viticoles dans lesquelles les ouvriers sont placés sous les ordres d'un régisseur, ils forment le noyau de l'ancienne bourgeoisie terrienne. Les autres employeurs peuvent être considérés comme le niveau supérieur de la couche des moyens propriétaires viticulteurs. Car depuis les années soixante-dix, nombre d'exploitants familiaux de cette catégorie ont été amenés (sous la pression de leurs difficultés financières) à licencier le seul salarié qu'ils employaient. En deux ans, entre 1973 et 1975, le nombre des ouvriers agricoles permanents, est passé de 93 à 67, entraînant une situation de déclassement social, pour tout une catégorie d'exploitations moyennes redevenues strictement familiales.

Cette réalité ne saurait gommer la dichotomie structurelle et sociale qui divise Laure en deux « mondes » aujourd'hui distincts. Celle-ci se lit clairement dans le paysage. D'un côté, le village, qui regroupe 92 % des viticulteurs de la commune, pratiquement tous coopérateurs, avec son finage composé de parcelles petites et dispersées et ses trois symboles : son château féodal en ruine, sa distillerie et sa cave coopérative. De l'autre côté, treize grands domaines viticoles, isolés et dispersés dans le territoire communal ; chaque domaine étant composé de grandes parcelles organisées autour d'une ancienne maison bourgeoise, de ses dépendances et de sa cave particulière. La rupture entre ces deux pôles s'est trouvée confortée par un double processus. Le premier concerne la modification des données économiques issues des dernières crises viticoles et qui ont conduit à la restructuration de deux réseaux bien distincts : d'un côté, celui des appellations « château », de l'autre celui d'une dynamisation des pratiques coopératives sous les effets de la politique de qualité et de l'engagement dans la vente directe. Le deuxième processus concerne l'évolution socio-politique qui a conduit les ouvriers

agricoles à vouloir s'émanciper de la promiscuité dominatrice de leur patron en abandonnant leur logement dans les domaines et en s'installant dans le village. Ce mouvement, qui a accéléré leur intégration à la vie communautaire, s'est trouvé favorisé par une politique municipale de constructions sociales.

Au total, le résultat schématique de ce processus se résume en deux identités et deux pratiques sociales qui ne s'interpénètrent plus directement, laissant aujourd'hui les enjeux et les conflits locaux se jouer entre les différentes composantes sociales de la communauté villageoise. Cependant, cette relative marginalisation des gros propriétaires par rapport à la vie et aux pouvoirs locaux est loin d'avoir été une constante dans l'histoire.

Un habitat groupé et compact, une configuration des rapports sociaux entièrement organisée autour de la monoculture de la vigne, telles sont les bases de la vie collective du village. Cependant, si la société villageoise apparaît relativement homogène, très vivante et centrée sur des intérêts communs, ceux de la défense de la viticulture, elle n'en reste pas moins très divisée par des conflits idéologico-politiques. En effet, l'extrême politisation de la population (par rapport aux autres villages étudiés), est une composante fondamentale et permanente de la vie collective. Elle aboutit à des affrontements idéologiques qui ont fini par situer chaque famille dans un réseau et une lignée marquée politiquement depuis plusieurs générations. Ils sont devenus une partie intégrante des modes de vie, des relations sociales et donc de la biographie des individus et des familles. D'une façon générale, on peut dire que la dynamique locale des rapports sociaux dans laquelle s'inscrivent les histoires de vie des Laurannais, est dominée par un triple processus : économique (les habitants ont vécu et vivent au rythme des aléas du maché du vin depuis la crise de 1907), politique (il est peu de familles qui restent à l'écart des clivages et des affrontements idéologiques, chaque "lignée" est marquée politiquement depuis deux ou trois générations, excepté, évidemment les immigrés récents). Mais aussi social, du fait de l'importance du mouvement associatif, dont l'impact est très large et vient recouper la vie politique. Trois générations, c'est toute l'histoire de Laure Minervoise, en tant que village viticole.

1 — CINQUANTE ANS DE VIE POLITIQUE

C'est ainsi que le « suivi » de trois générations permet de cerner l'histoire politique de ce village lié à l'histoire de la viticulture languedocienne. Du fait de leur spécialisation ancienne (1870), les viticulteurs de Laure se sont très tôt confrontés aux mécanismes du marché et ils se sont engagés dans les luttes qu'il suscitait. La fin du XIXème siècle est de surcroît dans toute la France, une époque de politisation intense, une période d'apprentissage de la démocratie. La conjonction des deux éléments est sans doute à l'origine de la forte sensibilité des Laurannais à la vie politique.

Les « Rouges » et les « Blancs »

Laure Minervoise a toujours été le théâtre d'affrontements violents qui puisent leurs origines dans une division de la population entre les « Rouges » (socialistes et hâtée) et les « Blancs » (à droite et pratiquants catholiques).

Un bipartisme totalitaire ?

Chaque camp s'appuie sur un dispositif d'institutions et d'associations, de réseaux et de parentèles coiffés par des notables. L'existence de deux systèmes d'enseignement, l'école libre et l'école laïque, tout comme le cloisonnement de la vie culturelle (il existait un bal des rouges et un bal des blancs), assuraient d'une certaine manière la reproduction des traditions idéologiques de chaque famille et parentèle ; les alliances matrimoniales étaient

quasi impossibles entre familles de droite et de gauche. Les Rouges et les Blancs ont chacun leur culture, leurs symboles, leurs « moeurs ». Ainsi pour les obsèques des « Rouges », le cortège funèbre est-il précédé par le porte-drapeau de la libre pensée et se clos par un discours du Maire de la commune. Cette tradition s'est maintenue jusqu'à aujourd'hui.

Jusqu'en 1945, les "Blancs" ont dominé la gestion communale. Leur hégémonie s'appuyait sur les deux piliers de la droite : les grands domaines avec leur personnel nombreux assujetti à l'hégémonie directe des patrons-proprétaires ⁵et l'Eglise avec sa clientèle de fidèles pratiquants, appartenant à toutes les catégories de la population. Au sommet de la pyramide des clientèles : le maire, sous-préfet à la retraite, gros propriétaire, viticulteur, président de la distillerie et de la cave coopérative, un "Monsieur enchapeauté", fils de notable (son père était maire), érudit et policé que tout le monde saluait.

En face, le camp des "Rouges", progressivement déserté par les radicaux modérés, regroupait les opposants qui avaient un rôle dirigeant.

L'articulation entre les antagonismes socio-économiques et les clivages politiques est complexe. Elle passe par la médiation d'un tissu très dense de relations clientélistes et de parentèles, qui a fini par dissocier les catégories sociales. L'acuité et l'âpreté des luttes idéologico-politiques jusqu'en 1940, ont marqué toutes les générations de l'entre-deux-guerres. Beaucoup de Lauranais disent avoir mal vécu ces divisions et avoir œuvré, après la guerre, à un dépassement de ce bipartisme quelque peu totalitaire autour des "familles-clan", bipartisme qui imprègne encore malgré tout les relations sociales.

La rupture de la « Résistance »

La période de la Deuxième Guerre mondiale et de la Résistance a constitué un tournant décisif dans l'évolution de la scène politique locale. Tandis que la municipalité en place collaborait avec le pouvoir pétainiste, nombreux sont les jeunes, socialistes et communistes, qui ont pris le maquis ou se sont engagés dans les réseaux de la Résistance. Revenus en héros à la libération, ils ont pris le contrôle de la municipalité et l'ont conservé jusqu'à aujourd'hui. Nombre d'entre eux ont constamment été réélus jusqu'aux élections de 1971 et 1977.

Cependant, l'éviction des élus communistes dès 1947 a permis la constitution d'un conseil municipal homogène sur le plan politique et social. Les ouvriers agricoles en seront progressivement éliminés (ils étaient 6 en 1945, 1 en 1965), au profit des viticulteurs moyens et des artisans. À partir de là, un nouveau mode d'hégémonie s'est mis en place, dont le courant socialiste organisé localement par la section SFIO, sera l'unique élément coordinateur et intégrateur.

La construction d'un nouveau dispositif hégémonique

Le politique et l'économique

Le double enjeu de la main mise sur les deux lieux de pouvoir fondamentaux de la collectivité que sont le Conseil Municipal et le Conseil d'Administration de la cave coopérative a toujours été l'objectif des deux courants politiques qui s'affrontent. La création de la cave coopérative c'est fait en 1929 ⁶sous l'impulsion des viticulteurs « moyens » d'obédience laïque et radicale, mais la présidence a été confiée au maire (gros propriétaire-viticulteur marqué « à droite »), ce qui témoigne d'une grande complexité des rapports entre l'économique et le politique. Après une période où les forces conservatrices ont

⁵ Jusqu'en 1940, les "patrons" distribuaient des bulletins de vote portant une marque aux ouvriers agricoles dont le poids électoral était important (32 % des votants).

⁶ A cet égard, la création de la distillerie en 1924 et de la cave coopérative en 1929, a contribué à assurer tant la survie des petites exploitations que la prospérité des plus grandes.

dominé ces deux pôles du pouvoir local, la maîtrise de la gestion de la municipalité par le courant socialiste à la libération ne prend tout son sens et son apogée qu'en 1970 avec la prise de contrôle du conseil d'administration de la cave coopérative à la faveur du renouvellement du gérant. À partir de ce moment-là, un nouveau dispositif de contrôle du pouvoir local s'est mis en place.

Le mouvement associatif

La richesse du mouvement associatif⁷ de Laure Minervois, sa diversité et son impact, constitue un précieux instrument de consolidation du pouvoir local. Par son contrôle, le groupe dirigeant de la municipalité a cherché à établir une sorte de consensus local apolitique et à faire la preuve de ses capacités à organiser la vie sociale et notamment les pratiques collectives de loisirs. À cet égard, le fonctionnement des associations et l'origine sociale de leurs dirigeants ne suscitent aucune ambiguïté. Huit des dix associations sont dirigées par des personnes qui font partie du « réseau » du maire et de l'équipe municipale. Seules les deux associations traditionnelles (la société de chasse et le club bouliste) et la maison des jeunes sont en marge du dispositif socialiste. Les 14 membres du bureau de la société de chasse (créée en 1930 par les viticulteurs propriétaires-exploitants) ne se retrouvent dans aucune autre direction d'association ; ils appartiennent aujourd'hui, en majorité, aux familles les plus défavorisées, qui ont trouvé là la seule manière d'accéder à des responsabilités locales. La direction du club bouliste (créée en 1954), présente les mêmes caractéristiques. Toutes les autres associations, de nature plus moderne, ayant un impact plus important sur la vie collective locale sont dirigées directement ou indirectement par l'équipe municipale. Les cumuls de responsabilités sont fréquents.

D'une façon générale, la mise en place des associations les plus récentes (le club du 3e âge en particulier) et les tentatives de revitaliser l'ensemble du mouvement associatif et la vie collective de Laure, traduisent un important tournant dans la stratégie de l'équipe municipale. Celle-ci, largement renouvelée et rajeunie en 1971 et 1977, ayant à sa tête un nouveau maire, plus jeune (44 ans), élu en 1971, développe un discours très cohérent sur la nécessité d'une vie associative « participationniste », identique à celui que produisent et diffusent certaines couches urbaines, il traduit une volonté de redéploiement de l'ancienne hégémonie locale fondée sur le « notabilisme » et la séparation nette entre les dirigeants et organisateurs et la masse des « organisés ». Il s'agit de « faire » participer, d'impulser une dynamique plus collective et plus intégratrice, fondée sur la participation active.

Ainsi progressivement, s'est construit dans cette commune un dispositif du pouvoir local de nature hégémonique, par la concentration entre les mains d'une même équipe, des trois piliers sur lesquels repose la vie collective : la gestion municipale (le politique), la gestion de la cave coopérative (l'économique), la vie associative (le social). Équipe homogène, mais qui a sans cesse renouvelé ses moyens d'action.

Dans ce contexte local, les habitants du village ont trois types de possibilités d'incertion sociale, qui définissent autant de stratégies individuelles possibles. Le premier est une stratégie de participation active à la vie collective qui nécessite une bonne intégration au milieu local. elle est donc le fait des « bonnes familles » qui fournissent les dirigeants et les « éligibles », et constitue un ensemble de parentelles représentées au conseil municipal depuis 1945. Le second renvoie à une stratégie de refus de l'intégration, elle traduit d'ailleurs plus une exclusion involontaire qu'un repli conscient et concerne les familles non éligibles: les

⁷ Société de chasse (en 1930), association sportive(1935), centre de secours (1937), bibliothèque municipale (1950), club bouliste (1954) , comité des fêtes(1945), maison des jeunes et de la culture (1968), centre de loisirs (1975), club de judo (1975), , club du 3ème âge (1978).

étrangers et les couches défavorisées, notamment les ouvriers agricoles (en majorité d'origine étrangère). Le troisième type est fondé sur une stratégie de contestation: elle est le fait des opposants, beaucoup plus hétérogènes au niveau social, dont la caractéristique principale est d'avoir été exclus ou d'être toléré en marge de la gestion municipale, ce qui ne les empêche pas d'essayer d'être actifs dans la vie locale. C'est le cas de nombreux jeunes porteurs d'une volonté de renouvellement et qui refusent de rentrer dans le guetto étroit d'une identité collective qui est celle du groupe au pouvoir. C'est ainsi qu'une association de motocross a été créée en marge de l'équipe municipale, mais n'a pas réussi malgré sa grande popularité, à résister aux assauts de la municipalité. La formation récente d'une équipe de rugby émane de la même logique, mais elle est trop récente pour évaluer ses perspectives d'avenir. Par contre, " le réveil culturel du Haut Minervois", qui vient de voir le jour et organise des soirées musicales et théâtrales, moins enclavée dans la commune, a sans doute de meilleures chances de perdurer.

Quoiqu'il en soit, nous voyons là les symptômes d'une crise larvée de l'hégémonie socialiste qui traduit les changements qui ont affecté les rapports sociaux locaux au cours de la dernière décennie.

Scènes politiques nationales et locales : une nette politisation des conflits

Dans ce contexte de domination sans partage excluant toute ouverture y compris à gauche, la pression de la vie politique nationale est venue peser de tout son poids, ébranlant le bloc apparemment monolithique de l'équipe en place.

Les forces conservatrices étant inorganisées depuis 1959, les conflits locaux se polarisèrent ouvertement autour des deux courants organisés : celui de la section socialiste et celui de la cellule communiste, marquant une nette politisation des conflits. Cependant, ni la signature d'un programme commun au niveau national entre les deux partis, ni les élections présidentielles de 1974, ni les législatives de 1978 ne furent de nature à modifier la stratégie locale. Il faudra attendre les élections municipales de 1983, pour que, sur la base d'une alliance concrétisée au niveau gouvernemental, une petite majorité des socialistes se prononce en faveur de la participation de communistes à la gestion municipale. Cette position a permis une certaine diversification du conseil municipal, tant sur le plan politique que social, mais a laissé intacte la question d'une modification des pratiques de gestion. Elle apporte une preuve supplémentaire des limites des dynamiques "descendantes" face aux résistances locales.

II - RAPPORTS SOCIAUX ET PRATIQUES ÉLECTORALES

On serait tenté devant une telle évolution, de rechercher dans la dynamique des rapports sociaux locaux les traces d'une certaine homogénéisation sociale sur laquelle reposerait cette pratique hégémonique du pouvoir, et de voir dans celle-ci les traces d'un consensus local. L'analyse conjointe de l'évolution sociale et des pratiques électorales nous prouve qu'il en va différemment.

1 — Mouvement social et pratique politique hégémonique

Certes, cette période se caractérise par un certain nombre de facteurs qui agissent dans le sens d'une relative homogénéisation. Le renforcement de la couche des viticulteurs moyens a favorisé la cohésion de la société locale et a fourni la plupart des dirigeants locaux.

Homogénéisation au niveau des structures socio-économiques tout d'abord. Conséquence de la crise de 1929, la mévente des vins qui a suivi, a ruiné une partie de la

petite bourgeoisie foncière du village qui a dû vendre une partie de ses terres. Le groupe des exploitations familiales s'est ainsi renforcé. Par ailleurs la dualité des structures agraires et du marché foncier, avec d'un côté, les "biens de village" composés de petites parcelles dispersées, de l'autre des domaines aux terres regroupées peu intéressés par l'acquisition de parcelles isolées, a freiné le mouvement de concentration foncière. Le marché foncier est resté jusqu'à ces dernières années, un marché "bloqué", peu actif. En effet, les nombreux petits propriétaires qui ont totalement ou partiellement abandonné la viticulture ont conservé leurs parcelles et les ont données en location, ce qui continue, soit à leur fournir un petit revenu, soit le vin pour leur autoconsommation. C'est ainsi que le mouvement de concentration des exploitations entre 1940 et 1970, est resté limité et n'a pas remis en cause une certaine stabilisation des rapports sociaux locaux. Par ailleurs, la diminution progressive du salariat agricole est un autre élément d'homogénéisation sociale, et l'une des bases de l'affaiblissement de l'influence du P.C.F.

Homogénéisation au niveau idéologique et religieux ensuite. La dissociation du fait religieux des autres faits politiques, sociaux et économiques auxquels il était intimement lié jusque-là, est sans doute l'une des manifestations les plus spectaculaires des mutations qui ont affecté les rapports sociaux locaux. Le lent processus de désagrégation des pratiques religieuses est au coeur de ce mouvement. En 1960, l'école privée a dû fermer ses portes faute d'effectifs suffisants. Par ailleurs, les traditions et les rites religieux ont été ébranlés par l'arrivée en 1977 d'un jeune prêtre décidé à rompre avec les pratiques coercitives de l'Église et à instaurer un nouveau débat et de nouveaux rapports avec les non croyants, provoquant une crise d'identité dans le camp des catholiques pratiquants.

Aujourd'hui, l'Église n'est plus érigée en institution suprême et la multiplication des courants idéologiques recouvre un terrain politique beaucoup plus nuancé. L'adhésion au parti communiste d'un ouvrier agricole catholique pratiquant et responsable syndical à la C.F.D.T., a concrétisé l'éclatement des anciennes délimitations entre le religieux et le politique .

Pour analyser le mouvement complexe des forces idéologiques et politiques en présence, nous avons choisi de traiter les pratiques électorales.

2 - Diversité politique et phénomène de la liste unique

La forte participation aux élections municipales dans les communes rurales reste un fait général, mais Laure, de ce point de vue, fait exception à la règle. Le taux de participation évolue régulièrement depuis 1971, autour de 83 % alors qu'il était de 87% aux législatives de 1973 et de 92 % aux présidentielles de 1974. Il ne s'agit pas d'un désintérêt vis à vis de la désignation des conseillers municipaux et du maire, qui demeure un enjeu important pour la commune, mais plutôt des conséquences du contexte politique local qui a conduit au phénomène de la liste unique, politiquement homogène de 1971 à 1983, et à la pratique de l'abstentionnisme qui c'est développé en conséquence. Le phénomène de la liste unique ne correspond à aucune homogénéité idéologique et politique, loin s'en faut. Les consultations nationales⁸ durant la dernière décennie traduisent l'existence de trois grandes familles politiques : le parti socialiste (47% des voix), la droite (30%) et le parti communiste (23 %). Dans ce contexte, l'instauration à partir de 1971 de la liste unique fait figure d'événement historique. Elle reflète un triple processus politique :

1) La marginalisation du courant conservateur, inorganisé et sans chef de file, qui se trouve dans l'impossibilité de présenter une liste depuis les élections de 1959. Il correspond au désengagement des gros viticulteurs et à l'effritement du pouvoir religieux.

⁸ notamment aux législatives de 1973 et 1978

2) L'affaiblissement du parti communiste qui était devenu après la libération la "troisième force" de la commune, et avait été évincé de la municipalité en 1947. La cellule locale avait présenté une liste jusqu'en 1965 (sans avoir d'élus) mais son affaiblissement (dans lequel la diminution des ouvriers agricoles joue un rôle décisif) ne lui a pas permis de présenter de liste autonome, ni en 1971, ni en 1977. Dynamisée par l'union des forces de gauche au niveau national, elle s'est réorganisée en 1977, trop tardivement pour pouvoir imposer un accord local, mais avec suffisamment de vigueur et de continuité pour qu'en 1983, bénéficiant du contexte national, trois de ses représentants soient inclus dans la liste communale devenue "liste d'union de la gauche pour la défense des intérêts communaux".

3) La progression des idées socialistes héritières de la tradition radicale et laïque, a abouti à la constitution d'un courant largement dominant, mais pas au point d'annihiler les autres formes d'opposition. La liste d'obédience socialiste se présente comme le meilleur rempart contre les menaces de la droite, mais la liste unique n'exprime pas un consensus ; en témoignent l'importance de l'abstentionnisme et des votes nuls.

3 . Abstentionnisme et vote nul , érigés en pratique politique d'opposition

Les élections municipales à Laure-Minervois présentent ce paradoxe d'élections extrêmement politisées mais sans compétition réelle. Bien que les systèmes d'opposition y soient construits sur des clivages politiques marqués, la conjoncture du rapport des forces qui a abouti au phénomène de la liste unique, a obligé les opposants à se réfugier dans l'abstentionnisme ou le vote nul.

Ainsi, bien que le taux de participation aux consultations nationales soit particulièrement élevé (entre 87 et 92 %), celui des élections municipales reste invariablement plus faible depuis 1971 (autour de 80%). L'analyse de l'abstentionnisme, (dont le taux varie de 18 à 20 %, montre qu'il touche l'ensemble des catégories socio-professionnelles et des résidents dans la commune (à plus de 60 %). Le taux exceptionnel des votes nuls (9 à 14 %) qui viennent s'y ajouter, traduit le mécontentement de ceux qui ne peuvent plus voter pour des candidats de leur tendance. L'abstentionnisme et le vote nul sont devenus une pratique politique courante pour les élections municipales, et ce depuis 1965, date à partir de laquelle un minimum de pluralisme n'a pu être respecté.

Ils revêtent pourtant des significations différentes selon les années. Ainsi en 1971, le nombre de bulletins raturés (12 %) portant la mention "union de la gauche" traduisait le mécontentement de l'électorat de sensibilité communiste. En 1983, il traduit le mécontentement des forces conservatrices (dont une partie se reportait sur la liste socialiste) du fait de l'entrée de trois communistes au conseil municipal.

Ainsi, la liste unique est bien le résultat d'un équilibre subtil entre trois forces sociales et politiques, et non l'expression d'un consensus idéologique. Mais la caricature qui consisterait à voir là les traces d'un affrontement entre petits et moyens viticulteurs qui votent socialistes, les salariés agricoles qui votent communistes et les grands propriétaires qui votent à droite est à rejeter. Ce déterminisme nous priverait de saisir la diversité du mouvement social profondément bousculé par la force des idéologies.

4 . La sélection des candidats ... ou les acteurs du pouvoir

Dans ce contexte politique, la composition des conseils municipaux reflète-t-elle la diversité sociale locale ? L'évolution des catégories socio-professionnelles représentées dans les conseils municipaux comparée à celle de la population des électeurs, laisse transparaître sans ambiguïté, quatre caractères dominants depuis plusieurs décennies.

Ils peuvent se résumer ainsi : la domination des exploitants agricoles ⁹, l'importance de l'alliance avec les artisans¹⁰, la sous-représentation puis la disparition totale des ouvriers agricoles, l'ouverture récente aux employés qui traduit une diversification de la population locale.

EVOLUTION DE LA COMPOSITION SOCIALE DU CONSEIL MUNICIPAL

	1945 - 47		1953		1959		1965		1971		1977		1983	
	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%
Viticulteurs	3	23	4	31	7	54	8	61	7	54	6	46	6	40
Ouvriers Agric.	6	46	5	38	3	23	1	8	1	8	-	-	1*	7
Artisans	4	31	4	31	3	23	4	31	3	23	3	23	2	13
Employés	-	-	-	-	-	-	-	-	2	15	3	23	4	27
Institutrice	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	7
S. Profession	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1	0,8	1	7

* au chômage

Il serait cependant dangereux de se limiter à ce type d'appréciation car les critères de la représentativité sont beaucoup plus complexes dans la mesure où ils font référence à des systèmes de valeur propre à cette collectivité, dans son entité économique, sociale et culturelle spécifique. Ainsi plusieurs logiques, toutes autant significatives les unes que les autres, fonctionnent comme autant de processus de sélection et d'exclusion et se traduisent dans les critères d'éligibilité. Éligibilité qui consacre la place dominante des viticulteurs moyens et qui a exclus les femmes jusqu'à une période très récente.

L'importance de la représentation des viticulteurs traduit la place dominante de la viticulture dans les activités communales mais aussi la volonté du groupe social des coopérateurs moyens de maîtriser la vie et le devenir de la commune.

La quasi exclusion des femmes de la vie municipale est réelle mais non spécifique au milieu rural. De 1945 à 1970, une seule femme avait réussi à forcer les portes de cette institution, sur les bases d'une notoriété acquise sur le terrain de lutte de la "Résistance". Il faudra attendre 1977 pour que sur la double pression du contexte politique national et du contexte local confronté à la difficulté à trouver de jeunes candidats, deux femmes (dont une mère au foyer) entrent au conseil. En 1983, l'arrivée d'une troisième femme marquera réellement un changement idéologique. Alors que ses consœurs étaient cantonnées dans les affaires sociales, celle-ci sera proposée au poste de 2ème adjoint par quelques uns. Bien que cette proposition ne fut suivie d'aucun effet, elle marquera l'admission définitive et à part entière d'une femme en tant que représentante légitime d'une lignée familiale "éligible" (jusqu'ici, seuls les hommes pouvaient prétendre à ce rôle).

L'image de marque de l'équipe municipale reste liée à sa capacité à se renouveler dans le sens d'un rajeunissement constant à partir de 1971. Alors que 30 % de l'électorat est composé de retraités, la moyenne d'âge des conseillers s'est stabilisée autour de 40 ans. Aujourd'hui plus

⁹ Leur représentation maximum date de 1965, avec 61 % des élus alors qu'ils ne représentaient à cette date que 25 de la population active de la commune. A cette date, les ouvriers agricoles constituaient 52 % de cette même population mais 8 % seulement au Conseil Municipal.

Les Artisans ont toujours été sur-représentés dans un rapport variant assez peu autour d'un tiers du Conseil (jusqu'en 1977) et 8 % de la population active.

qu'hier, la jeunesse est une garantie de dynamisme, de nouveauté, d'ouverture vers l'avenir. Cette option développée au détriment de la notion d'expérience, s'accompagne tout de même de valeurs liées à la capacité "d'entreprendre" que l'on recherche notamment parmi les viticulteurs et les artisans.

Le dernier critère déterminant de l'éligibilité reste l'enracinement local. Bien que les mouvements migratoires traduisent une certaine mobilité de la population et notamment l'arrivée de familles d'immigrés de fraîche date (espagnols, italiens et harkis notamment) les élus sont issus des familles établies depuis longtemps dans la commune. Les "éligibles", c'est-à-dire ceux qui sont jugés aptes à représenter une collectivité, le sont avant tout en fonction de la "lignée" familiale dont ils sont issus. Ce caractère qui a une valeur très forte en milieu rural, se trouve renforcé à Laure Minervois par le contexte politique hégémonique local. Bien que trente deux familles au total aient participé à la gestion municipale depuis la Libération, une certaine pérennité politique s'est constituée autour d'un noyau de cinq familles, garantes de la continuité et de la cohérence de la gestion municipale. Ce système de régulation a assuré à Laure Minervois la stabilité des équipes municipales et un changement sans rupture. Les problèmes de succession des élus, notamment du maire (en 1971, après près de trente ans passés à la tête de la commune), mais aussi des conseillers municipaux révèlent, au delà des problèmes de personne et d'identification symbolique, des changements dans les modes de fonctionnement et les choix de gestion.

5 . Gestion municipale et évolution des enjeux locaux

Le changement de maire en 1971, marque sans nul doute un tournant important dans les méthodes et les préoccupations de l'équipe municipale face à l'émergence de nouveaux besoins ; besoins soumis à la pression d'éléments extra-communaux de plus en plus forts, issus des transformations profondes du contexte socio-économique, culturel et politique national.

Jusqu'aux années 1950, les domaines d'intervention correspondent aux besoins prioritaires des collectivités rurales : voirie, adduction d'eau, réseaux électriques, assainissement et ordures ménagères. Cette satisfaction des besoins en matière d'équipements collectifs de base s'est par la suite élargie à des orientations sociales (bains douches communaux, terrain de sport, lotissement H.L.M.) avant de s'ouvrir sur le domaine socio-culturel (salle des fêtes, club du 3ème âge, musée, bibliothèque). Le dernier mandat traduit une politique volontariste en matière de développement économique pour pallier les effets locaux de la crise économique¹¹ et fixer un maximum de population sur place. Le souci de diversifier les activités économiques s'est traduit par l'aménagement d'une zone artisanale, de nouveaux lotissements et par une ouverture sur le tourisme. C'est dans le développement de celui-ci que se concentrent aujourd'hui tous les espoirs après l'échec des démarches visant à attirer des entreprises dans la commune. La production d'aménagements liés à la consommation de loisirs se développe (tennis, sports, projet d'aménagement d'un plan d'eau, gîtes ruraux), ainsi que les efforts d'animation visant à utiliser l'identité et la sociabilité villageoise comme valeur touristique au même titre que les paysages. Ainsi, la gestion municipale reflète les caractéristiques sociologiques de ce village viticole très urbanisé mais aussi et surtout les transformations qui imprègnent cette société rurale et qui amènent le conseil à prendre ses responsabilités sur l'ensemble des domaines qui engagent le devenir de la commune.

Face aux nombreux facteurs de cohésion qui jalonnent l'histoire locale, de nouveaux facteurs de déstructuration-restructuration apparaissent. Tandis que se poursuit l'exode rural dans

¹¹ Laure compte en 1983, 35 chômeurs. Beaucoup de femmes sont sans travail faute d'emplois locaux.

les familles enracinées de longue date, on assiste à une diversification de la population par implantation d'immigrés récents, d'employés travaillant dans les villes voisines, de retraités venus de la France du nord, de résidents secondaires (à partir de 1975)... modifiant l'équilibre des forces locales. Les richesses que détient la commune deviennent l'objet de nouvelles convoitises.

Ainsi jusqu'en 1975, le marché foncier offrait un exemple de fermeture parfaite à toute intervention extérieure du fait de la vive concurrence interne qui se pratiquait sur les terres viticoles. A cette date cependant, la constitution d'un G.F.A.¹² par un groupe de notaires parisiens alliés à quelques viticulteurs locaux pour l'acquisition d'un grand domaine, semble de nature à bouleverser les mécanismes de régulation interne. Il traduit une première pénétration de capitaux étrangers à l'agriculture, sans garantie quant au devenir (à moyen et long terme) des terres en vigne. Elle ouvre la porte aux spéculations immobilières sur les garrigues et les bois de pins¹³. Les viticulteurs moyens expansionnistes qui sont à l'origine de cette situation, n'ont vu que l'intérêt immédiat qu'ils pouvaient retirer de l'usage en fermage des vignes. La plupart ayant un rôle dirigeant dans l'équipe municipale, cette situation fut entérinée par un P.O.S. C'est ainsi que ces responsables locaux se sont faits les acteurs malgré eux de la pénétration d'éléments, peu soucieux de la cohésion villageoise et porteurs de facteurs de destructuration et de domination de celle-ci. Victimes sur le plan économique des contradictions d'intérêts entre le court et le long terme, victimes sur le plan social du leurre idéologique qui consiste à promouvoir la rupture de l'isolement et la dynamisation de la vie locale par l'accueil de nouveaux résidents, ils semblent dominés par la violence des contradictions qui traversent le fonctionnement social et qui ne manque pas d'atteindre Laure, entre autre par le biais de leur médiation.

Il serait abusif cependant, de croire que ce processus d'intégration engendre inexorablement une destruction des forces locales, car la dernière décennie se caractérise à l'inverse par l'émergence d'un contre courant qui cherche à revivifier l'identité communale et régionale autour d'une communauté de problèmes liés au développement économique. Comme PLOZEVET se Bretonnise, LAURE s'occitanise¹⁴. Les développements récents de la crise viticole autour des aléas de la politique européenne ont provoqué des luttes qui ont sensibilisé une très grande partie de la population. La bataille pour la qualité, pour la renommée de la cave coopérative et l'organisation de la vente directe des vins, récompensés par plusieurs médailles d'or aux foires des vins, ont permis aux viticulteurs de retrouver une certaine fierté. De nouvelles solidarités sont en train de naître qui cristallisent une nouvelle identité viticole et renforcent le pouvoir local. Dans ce processus l'action municipale joue un rôle déterminant. Ainsi, l'intégration totale au marché, les développements technologiques, l'uniformisation des modes de vie ..., n'ont pas encore eu raison de cette identité collective qui a trouvé jusqu'ici les moyens de se renouveler sur la base de réseaux de résistances multiples. Rien d'étonnant à ce que la domination de l'ensemble de ces réseaux constitue un vieux rêve hégémonique du pouvoir local, avec, en arrière plan l'utopie d'une cohésion totale.

Ces dernières décennies ont vu la société Laurannaise (comme les sociétés rurales en général) changer plus vite et plus rapidement qu'au cours de n'importe quelle période antérieure. La pratique du pouvoir y alimente de manière contradictoire les processus de changements. Par son action, l'équipe municipale en place oeuvre dans le sens d'une stimulation de l'identité communale en dynamisant la sociabilité villageoise et en impulsant l'émergence de nouvelles solidarités autour des problèmes viticoles. A l'inverse, poussée par les difficultés économiques

¹² Groupement Foncier Agricole.

¹³ Domaine de 246 ha : dont 61 ha en vigne, 40 ha en champs et 145 ha en garrigues et bois de pins, dans lesquels un important lotissement touristique est prévu.

¹⁴ Edgar MORIN : *Commune de France : la métamorphose de PLOZEVET*, Ed. Fayard, 1967

qui touchent la collectivité, elle favorise la pénétration de nouvelles formes de capitalisme dans le système économique et social villageois. L'enseignement le plus significatif reste qu'une certaine capacité de résistance profite aux collectivités rurales tant que les conflits internes jouent autour d'un minimum de consensus, induit par un groupe dominant (ici les viticulteurs) ; c'est-à-dire tant que la diversité ne signifie pas l'éclatement. Cependant, comme le faisait remarquer M. Jollivet ¹⁵ : "Dans la mesure où il y a conservation de la petite production marchande au sein du mode de production capitaliste, les formes de luttes de classes qui lui sont spécifiques continuent de se manifester". Toute la vie politique Laurannaise traduit des conflits de classe même s'ils sont fragmentés, entravés et même masqués. Par ailleurs, même si les acteurs du pouvoir local n'agissent pas en simples relais passifs des décisions étatiques (en témoigne la capacité de cette réelle démocratie locale à traduire les besoins locaux), ils semblent vulnérables aux sollicitations émanant de l'appareil d'état.

La gestion de la commune et notamment de son espace, va-t-elle définitivement échapper aux collectivités, vidant de tout leur sens les enjeux du pouvoir municipal ? La réponse dépend aujourd'hui de l'impact des lois de décentralisation. Le pouvoir municipal peut agir en allié des agents intégrateurs ou être un moyen de résistance~ par l'autonomie et la démocratie locale, contre les désirs de tutellisation de toute sorte. La complexité des processus en oeuvre nécessite une analyse en termes de particularismes locaux et pas seulement en termes généraux et nationaux.

(1) Marcel Jollivet. "Sociétés paysannes ou luttes de classes au village" -Armand Colin - 1974 - P. 263

II- DYNAMIQUE DES INTERACTIONS ENTRE RAPPORTS SOCIAUX LOCALISÉS, STRATÉGIES INDIVIDUELLES ET MODES DE VIE

La notion de " mode de vie" n'est pas un concept théorique solidement établi, aussi devons nous préciser quelle en est notre acception. Note emploi de cette notion impliqué que la capacité des individus à agir et

¹⁵ Marcel Jollivet. "Sociétés paysannes ou luttes de classes au village", Ed. Armand Colin, Paris, 263p.